

Les sushis croquent les nems p. 4

# VIVA CITÉ

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

NUMÉRO 116 - DU 16 AVRIL AU 21 MAI 2011 - 1,50 EURO

## Vers la reconnaissance

Mosquées, cimetières, commerces :  
la communauté musulmane  
s'enracine

# Le piéton gagne du terrain

La mairie de Strasbourg a lancé un processus de consultation pour le réaménagement du quartier Saint-Étienne. Objectif : instaurer une zone favorable aux piétons.

**P**LUS du tout de trottoirs, moins de voitures, une vitesse limitée à 20 km/h et les piétons prioritaires sur tous les autres usagers de la route, c'est ce que propose la Ville de Strasbourg pour le quartier de la place Saint-Étienne. L'objectif, inédit à cette échelle, est de mettre en place une zone de rencontre, espace intermédiaire entre la zone 30 et la zone piétonne. Celle-ci s'étendra sur un secteur démarquant au bas de la rue du Dôme et allant jusqu'à la rue de la Courtine en passant par la rue des Frères et la place Saint-Étienne. La mairie avait déjà expérimenté ce type d'aménagement sur des tronçons plus restreints comme la rue du Ciel ou encore celle des Charpentiers.

## Une consultation exceptionnelle

Mais cette fois-ci, face à l'ampleur des travaux envisagés et à l'importance stratégique de la place Saint-Étienne en terme de flux de circulation, la municipalité a décidé de consulter à l'avance tous les usagers du sec-



Vers midi, tout le quartier est envahi par les lycéens des établissements environnants. Entre voitures, vélos et piétons, la place Saint-Étienne est déjà une zone de rencontre.

RENAUD FÉVRIER/CUEJ

teur : riverains, commerçants, lycéens et étudiants. « Nous voulions recueillir l'expertise d'usage de nos concitoyens avant même l'élaboration du cahier des charges », insiste Robert Herrmann, premier adjoint au maire (PS), chargé du quartier centre. Jusqu'à présent, en ce qui concerne les aménagements de voirie, la population n'était consultée qu'une fois le projet défini par la municipalité.

La mairie a confié à deux chargés de mission, Danièle Walter et Nicolas Gangloff, l'animation de quatre ateliers thématiques dont l'objectif était de mieux connaître les usages du lieu par ses riverains. La plupart ont réagi favorablement à cette initiative même si elle en a surpris plus d'un. « Certains se sont interrogés. Ils ont trouvé flatteur qu'on les prenne en compte, mais ont râlé de ne pas pouvoir discuter sur un projet déjà défini », explique Annick de Montgolfier, conseillère municipale sous l'ancienne majorité (UMP) et actuelle membre du conseil de quartier.

## Faire cohabiter les usagers

Les quatre ateliers se sont tenus du 7 au 24 mars. Ils ont regroupé de cinq à quinze personnes volontaires et ont permis de dégager les grandes lignes du futur aménagement. Gabarit des camions – qui doivent être pris en compte pour

les voies étroites –, stationnement sauvage à la sortie des établissements scolaires comme le lycée Saint-Étienne et comportement à risque des cyclistes : les conflits d'usages actuels dominent les discussions.

« L'enjeu est de réussir à faire cohabiter les différentes catégories d'usagers », explique Annick de Montgolfier. « Il faut faire ralentir les voitures », martèle Éric Senet, président de l'association des commerçants de la rue des Frères. « Si on enlève les trottoirs, on risque de se prendre une voiture en sortant de chez soi », s'inquiète une riveraine. « Il faut surtout interdire aux parents des lycéens de se garer en triple file pour aller chercher leurs marmots », s'emporte un autre habitant. Sans apporter de réponse, Danièle Walter prend en notes les différentes interventions. Celles-ci seront analysées, compilées, puis restituées lors d'une réunion publique, le 3 mai. Sur ces bases, les techniciens de la Ville élaboreront le cahier des charges du projet. Rien n'est encore fait, mais Nicolas Gangloff promet une réduction du nombre de places de stationnement dans le but de tarir la circulation.

Riverains, commerçants ou simples usagers ont tous exprimé leur attachement à ce quartier et à la place Saint-Étienne qu'ils souhaitent voir renaître, « un site touristique mais qui a vieilli », regrette Robert Herrmann.

L'élue assure que des trafics illégaux s'y trament parfois. « C'est dommage, cette place est magnifique, elle est équilibrée et elle a du cachet », déplore Annick de Montgolfier.

## Ni baobabs, ni palmiers

C'est aussi une zone protégée et classée au patrimoine mondial de l'Unesco. « C'est dommage, cette place est magnifique, elle est équilibrée et elle a du cachet », déplore Annick de Montgolfier. « On ne pourra pas mettre des baobabs ou des palmiers sur la place ! »

Cependant, tous souhaitent un peu de verdure et redonner de la couleur et de la vie à la place. Les idées fusent : des arcs avec des plantes grimpantes, des bancs ou des chaises mobiles, un glacier ou un libraire au centre de la place, voire des transats, des peintres ou des marionnettistes ! « Mais surtout pas de panneaux "Bienvenue sur la place Saint-Étienne" ni de cigognes en peluches », préviennent les riverains qui ne veulent pas non plus voir la place devenir le lieu de soirées trop animées. D'un certain âge, les habitants présents au dernier atelier tiennent à leur tranquillité. « On est un peu conservateurs », reconnaît Annick de Montgolfier.

La durée des travaux préoccupe par ailleurs les commerçants. De plus, les rénovations des ponts Sainte-Madeleine et Saint-Guillaume et le réaménagement de la place du Château auront lieu durant la même période et risquent de restreindre l'accès aux commerces. « Les travaux sont obligatoires, mais on a insisté pour qu'il n'y en ait pas pendant le marché de Noël », assure Éric Senet. « On réfléchit beaucoup à ce chantier parce qu'il pourrait être mortel pour certains commerçants », précise Robert Herrmann. Il explique que la mairie a choisi d'étaler les travaux sur trois ans afin de les réaliser par tronçons plutôt que de bloquer tout le quartier en même temps.

Le premier coup de pelle aura lieu en juillet 2012, rue des Frères. La rue de la Courtine sera la dernière étape du chantier qui devrait s'achever en 2014. Une grosse inquiétude donc, mais pas de contestations, insiste l'élue qui explique que « la consultation permet d'éviter les "y a qu'à", "faut qu'on" et autres "on aurait dû" ». De fait, le quartier Saint-Étienne est en effet, à certaines heures de la journée, déjà une zone de rencontre. « Politiquement, on est donc dans du beurre », sourit l'élue qui n'exclut pas de piétonner les deux zones de rencontre déjà existantes ou d'en créer de nouvelles.

RENAUD FÉVRIER  
MARJORIE LENHARDT

## VU EN VILLE

### Un escalier pour mémoire



Place Winston Churchill, derrière le cinéma UGC, il est là, seul et imposant. Un escalier de béton, brut et gris, qui s'élance en colimaçon vers le ciel. Moins de 50 marches, à peine plus d'un tour sur lui-même. Quelques graffitis et, au sommet, un mètre de

barrière en fer plus le vide. Cet escalier ne mène à rien. Le nouveau venu s'arrêtera, surpris. Cet escalier était-il l'appendice d'une passerelle qui servait à traverser le bassin Dusuzéau éloigné de plus de 30 mètres ? Ou la route du Rhin ? Son inutilité questionne. Seul l'habitué des lieux se souviendra sans doute à quel édifice il permettait d'accéder : l'ancien pont Winston Churchill, détruit en 2006. Au-delà des questions, cet escalier fascine et attire. Il donne aussi envie à certains de l'escalader, en témoigne un pan cassé du haut grillage qui entoure sa base. Prendre le risque de gravir quelques marches, malgré les panneaux d'interdiction, pour une photo ou simplement pour jouer avec la gravité. Cette œuvre d'art contemporaine, usée et très probablement éphémère, rappelle à tous ceux qui posent les yeux sur elle que la ville avance, dans un éternel renouvellement. Entre démolition et reconstruction.

RENAUD FÉVRIER

# Une réflexion à froid

*Les fortes chutes de neige de l'hiver dernier ont paralysé l'agglomération. Un groupe de travail cherche des solutions pour une meilleure gestion du grand froid.*

**L**E 8 mars, une mission d'information et d'évaluation sur la gestion des crises climatiques a été créée à l'initiative du conseiller municipal et communautaire, Jean-Emmanuel Robert (UMP). « Nous avons perdu l'habitude de voir de la neige en hiver. Suite à la démarche volontaire de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) de ne pas dégager les voies résidentielles, la communauté a été bloquée pendant une dizaine de jours. Fin décembre, les poubelles n'ont même pas été ramassées. C'est pourtant l'argent du contribuable qui finance tout cela », dénonce-t-il.

Composée de quatorze élus de la CUS, la mission est à la recherche de solutions pour mieux agir en cas d'événements exceptionnels comme les tempêtes, coulées de boue et autres canicules... Et évidemment les épisodes neigeux tel celui qui a touché l'Alsace, durant les fêtes de Noël.

Cet hiver, la CUS a appliqué la technique du « salage différencié ». Elle nécessite moins de sel (1200 tonnes économisées par an) et respecte d'avantage l'environnement. Les axes routiers ont ainsi été divisés en trois zones : les axes vitaux déblayés 24h/24, le réseau primaire, pour lequel l'objectif était la sécurisation avant 7h du matin, et le réseau secondaire, composé de voies résidentielles, uniquement sécurisées en cas de verglas ou de fortes chutes de neige.

## 477 km n'ont pas été traités

C'est ce réseau qui a posé le plus de problèmes à Strasbourg et dans la première couronne (Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Grafenstaden, Lingolsheim Ostwald, Schiltigheim), entre le 24 et le 26 décembre.



Par manque de sel et de personnel, les axes secondaires sont restés enneigés et verglacés après les vacances de Noël.

Durant la période de Noël, les voies résidentielles du réseau secondaire, soit 477 km, n'ont pas été traitées par le service propreté de la CUS chargé du déneigement des routes. « Nous n'avons pas eu d'autre choix que de concentrer tous nos efforts sur les axes principaux en raison des chutes de neige en continu, jusqu'à 26 cm, durant pratiquement deux jours », explique Pascal Basler, chef d'exploitation du service de la propreté urbaine. Ces axes secondaires ont subi la conjonction de plusieurs phénomènes : « La neige tassée par le passage des automobiles combinée à de très basses températures (jusqu'à -18°C le matin du 26 décembre) a créé des blocs qui empêchaient les saieuses de racler la neige, car la lame passait au-dessus de la glace. Par ailleurs, le sel n'est plus efficace à partir de -8 ou -9°C », déplore Pascal Basler. Ces difficultés ont inspiré à la mission ses premières propositions, notamment

« l'équipement des voitures particulières avec des pneus neige comme en Allemagne, ou le passage de la lame dès les premières chutes de neige », annonce Jean-Emmanuel Robert.

## Pénurie de sel

Les 5600 tonnes de sel acquises par la CUS pour un montant de 390 000 euros n'ont pas suffi pour tout l'hiver. « Les collectivités les plus actives ont épuisé leurs stocks de sel et le réapprovisionnement n'était plus garanti », précise Pascal Basler. La société Rock, basée à Mulhouse, unique fournisseur en sel des collectivités, a souffert d'un manque de personnel pour remonter le sel des mines de Varangéville, en Meurthe-et-Moselle. Caroline Barrière, vice-présidente de la CUS et directrice de la mission souligne toutefois le « caractère exceptionnel » de cette période de froid. Elle a engendré une hausse inha-

bituelle de la demande sur tout le territoire français et ne pourrait justifier une augmentation des commandes l'année prochaine.

Enfin, dernier problème : la disponibilité du personnel lors des fêtes. Bon nombre étaient en congés ou en arrêt maladie. « Malgré une mobilisation importante du service propreté (jusqu'à 150 agents sur les 303 que compte le service), la collectivité n'a pas réussi à dégager la totalité des voies », reconnaît Pascal Basler. Nous avons eu autant d'heures de déneigement en un mois que durant une saison hivernale complète, poursuit-il. Soit au total 4124 heures.

## Premières actions dès septembre

La CUS négocie actuellement une possibilité de transfert des agents des services moins occupés durant la période hivernale. Par exemple, ceux des espaces verts pourraient prêter main forte

au service propreté en cas de situation exceptionnelle.

Concernant le bilan matériel, la CUS doit à présent penser à l'avenir et réparer les dégâts causés par la vague de froid. Des dégradations importantes ont été constatées sur la voirie : formation de nids de poule ou encore apparition de micro-fissures. Des communes ont aussi dû acquérir des équipements mieux adaptés (tracteur, silo pour le stockage du sel...).

La période hivernale passée fera l'objet d'un bilan financier global dans les semaines à venir.

La mission d'information et d'évaluation sur la gestion des crises climatiques tiendra sa deuxième réunion en mai. Elle auditionne en ce moment les différents acteurs et services de la CUS, les syndicats et des météorologues afin de présenter son rapport cet été. Elle table sur le mois de septembre pour débiter l'application des premières propositions.

CÉLINE JANKOWIAK

*Dans la salle d'attente réservée au public, les proches attendent des heures le diagnostic d'un patient.*

## HÔPITAL DE HAUTEPIERRE, SERVICE DES URGENCES ADULTES

Une petite salle marron éclairée au néon, treize chaises fixées au sol disposées en rectangle et une table vert-pomme pour les enfants. C'est là que patientent les accompagnateurs des personnes admises aux urgences de l'hôpital de Haute-pierre, à l'entrée du bâtiment. Yeux rouges, jambes qui tremblent, cent pas qui en deviennent mille... Pour beaucoup, l'attente est interminable. Et le pire est de n'obtenir aucune information sur

l'état de santé du proche avant des heures. Mardi, 16h30. Huit personnes. Eliane, la soixantaine, est sur les nerfs. « Mon mari souffre de saignements de nez chroniques. Je suis très inquiète et le personnel ne me lâche rien. Je tourne en rond comme une folle depuis trois heures. » Un petit téléviseur est bloqué sur une chaîne d'information continue. Le son est couvert par le bruit

de trois machines à café, boissons fraîches et autres confiseries. Certains, assommés d'angoisse, ont le regard perdu. D'autres essayent de tromper l'ennui. Nicole, 68 ans, dont la belle-mère a fait une mauvaise chute, en a profité pour rendre visite à une amie hospitalisée. Certains lisent, d'autres sont scotchés à leur portable. La gravité des maux qui justifient la venue aux urgences est très aléatoire. Renée, 75 ans, accompa-

gne une amie qu'elle a retrouvée à terre dans son appartement. Au bord des larmes, la vieille dame raconte : « Elle est tombée il y a trois jours et ne pouvait pas se relever. Elle était toute seule depuis samedi. » D'autres cas sont moins dramatiques. Virginie accompagne son conjoint pour des radios de la jambe. « Aujourd'hui, j'ai 30 ans. Ce n'est pas vraiment l'anniversaire dont je rêvais », soupire-t-elle.

MARION LIPPMANN

*Menaces, coups, rackets : l'audience du tribunal correctionnel du 28 mars traitait d'agressions.*

**« J'AI PARLÉ AVEC MES MAINS »**

**Salle 22 du tribunal de grande instance de Strasbourg :** Ali et Adnene sont jugés en comparution immédiate. Le mercredi 23 mars, après avoir bu plusieurs verres dans un bar, ces deux trentenaires rencontrent dans le centre-ville de Strasbourg « le voisin d'un pote ». Ali lui demande 20 euros pour acheter des cigarettes et de l'alcool. Cette « connaissance », épileptique sous traitement, refuse et exige le remboursement des 10 euros que le même homme lui avait déjà empruntés plus tôt dans la journée. A cette demande Ali et Adnene répondent par des insultes et des coups.

A la barre, Ali explique : « J'ai parlé avec mes mains. » Interloqué, le président du tribunal, François Wendling relève l'expression. Ali précise : « J'ai donné des gifles. » Les deux hommes tentent de minimiser leur rôle. Le vice-procureur, Thierry Massa, dans son réquisitoire, livre son interprétation des faits. « L'alcool appelle l'alcool, ils décident de trouver de l'argent pour boire. Ils s'adressent à quelqu'un qui est facilement intimidable. Comme la persuasion ne suffit pas, ils lui donnent des coups », s'exclame-t-il.

Ce jour-là, les deux hommes ne se sont pas contentés d'une seule victime : un témoin de la scène s'était interposé et avait fait fuir les agresseurs. Il les a, ensuite, suivis. En sortant d'un supermarché les deux hommes le reconnaissent. Apprenant qu'il a prévenu la police, ils s'en prennent à lui. Ali le bouscule, Adnene lui donne « un violent coup de tête ». Vers 18h, les policiers interviennent et les interpellent.

Ali écope de 10 mois de prison ferme, Adnene est condamné à 10 mois d'emprisonnement dont cinq avec sursis.

**Deuxième comparution immédiate ce lundi :** Fabien, 34 ans, est accompagné à la barre par trois policiers. Il semble déboussolé lorsqu'il croise le regard de sa victime, présente à l'audience. Le jeudi 24 mars, il a agressé et menacé avec un couteau un jeune homme, membre de sa famille, lors d'un repas arrosé à Bischheim. En 2008, il avait déjà été condamné pour une agression armée. Le président Wendling lui demande s'il souhaite être jugé tout de suite ou bénéficier d'un délai pour préparer sa défense. Visiblement dépassé, il dit préférer la seconde option. Son avocat tombe des nues, lève les bras pour manifester son incompréhension. Le jugement de Fabien est reporté au 3 avril. En attendant, il est maintenu en détention pour éviter toute récidive.

ARTHUR DE LABORDE NOGUEZ

# Les nems ont du sushi à se faire

*A la mode, la cuisine nippone n'est plus seulement le fait des Japonais. Chinois, Thaïlandais et Français s'y mettent aussi.*

**Q**UAND j'ai décidé d'implanter mon restaurant japonais rue de l'Hôpital, en juin 2010, il n'y en avait aucun dans le secteur. Depuis, deux établissements de sushis ont ouvert à 50 mètres », observe Nicolas Serret, 30 ans, l'un des deux chefs du traiteur japonais Shoon à Neudorf.

A Strasbourg, les restaurants de sushis se multiplient : huit établissements ont ouvert en un an et une vingtaine se partagent le marché. En avril 2010, David Berros, 22 ans, et Philippe Cohen, 20 ans, ont inauguré leur premier restaurant de sushis à emporter, Yapan, qui emploie cinq personnes. Ils ouvriront leur deuxième point de vente cet été. Quant à la chaîne alsacienne Sushido, lancée en février 2009, elle ouvre son quatrième restaurant dans l'agglomération, dans la galerie marchande d'Auchan.

A côté des restaurants « traditionnels » apparus dans les années 1990, avec service à table, cuisine et menus sophistiqués, certains innovent. Chez Moozé, un précurseur situé au centre-ville, des sushis et des plats occidentaux revisités à la mode japonaise défilent sur un tapis roulant.

Les bars strasbourgeois s'y mettent aussi : l'Appart organise trois soirées sushi par semaine. « C'est une nouvelle façon de prendre l'apéro », explique Stéphane Fabry, le responsable.

**Simple et pas cher**

Les raisons de cette nouvelle mode culinaire ? La clientèle, majoritairement féminine, met en avant ses qualités diététiques. Pas si évident, selon la diététicienne Tiphaine Henry D'Aulnois : « Si le plateau de sushis est plus light que les sandwiches, il est peu équilibré car les légumes sont



Le maki, une des spécialités japonaises.

absents. » L'aspect exotique est également apprécié. « Je raffole de la cuisine crue qui met en valeur le goût du produit », estime Catherine, une mordue de la cuisine asiatique. Annick, la cinquantaine, goûte ses premiers sushis à la terrasse de Moozé. Elle est conquise : « C'est frais et ce sont des petites quantités. Accompagné de gingembre, le plat a un goût détonnant. » Un plateau de sushis coûte entre 8 et 12 euros le midi, 20 euros le soir.

Du côté des restaurateurs, le sushi rapporte gros, car le riz n'est pas cher et les portions de poisson cru sont souvent maigres. Par ailleurs, « le sushi est une cuisine minutieuse mais simple », explique Olivier Reutenauer, 25 ans, cuisinier à Season Sushi, à Neudorf. Les deux principaux fournisseurs de poisson locaux sont Pomona, un distributeur, et Rungiest, une poissonnerie au Marché gare.

**Le naufrage du nem**

A Strasbourg, le sushi s'éloigne de la tradition nippone. Les chefs cuisiniers ne sont quasiment jamais japonais et les sushis eux-mêmes sont repensés. Entre sushis au chocolat-banane (Yapan) ou au camembert-miel (Season Sushi), le goût du poisson frais est bien loin... En outre, les propriétaires de ces restaurants ne sont pas japonais. Ils sont d'origine française, thaïlandaise, vietnamienne ou chinoise. Sur la quinzaine de restaurants contactés, 40% des gérants sont Français et 60% d'origine asiatique non japonaise. Beaucoup de ces asiatiques abandonnent leur cuisine traditionnelle, plus compliquée et coûteuse que les sushis. Certains restaurants chinois introduisent quelques sushis dans leurs buffets, comme Le Lion d'or, en 2010. « L'objectif est de satisfaire toutes les papilles », résume Laura N'Guyen, la gérante.

Alors que l'image des restaurants chinois a souffert des documentaires mettant en exergue les problèmes d'hygiène, cette question affecte moins les sushis. Comme l'explique Olivier Reutenauer, « si le poisson n'est pas bon, ça se sent tout de suite ! On ne peut pas tricher avec le cru. »

MARIA-DOMINIQUE ILLÉS  
MARION LIPPMANN



Inauguration du traiteur japonais Shoon, le dimanche 27 mars, à Neudorf.

**TESTÉ POUR VOUS**

**La marche nordique**

Dimanche 10h, je me rends au parc de l'Orangerie pour découvrir la marche nordique. Cette activité est organisée par la Ville de Strasbourg depuis septembre dernier. Au bord du lac, lors de l'échauffement, Hanan Bourfa, 25 ans, professeur d'éducation physique, nous montre les bases : « Tout d'abord il faut régler les bâtons. On tient nos bâtons et on marche normalement. » Ce matin là, onze femmes et deux hommes, en baskets, jeans ou tenues de sport, marchent avec des bâtons vers le centre du parc. Je suis la seule à être venue avec mon sac de sport, je ne savais pas qu'il y n'avait pas de vestiaire. Nous avons été divisés en deux groupes de niveaux. Pour Lucie et Estelle, 23 ans toutes les deux, c'est, comme pour moi, une grande première. « Je trouve ça sympa, ça permet de faire du sport sans s'en rendre compte », confie Lucie. Hanan donne ses consignes : « Détendez le poignet les filles, pas comme un robot. » Pas évident d'être détendue tout en faisant attention aux mouvements et à la respiration. C'est plus difficile que je ne le croyais. Après avoir appris les bases, nous nous attaquons aux exercices plus complexes : marcher vite, trotter, courir. Stéphanie, 34 ans, une habituée de la marche nordique, me montre comment améliorer mon mouvement : « Si on règle les bâtons plus haut, on travaille davantage les bras et ça bouge tout le corps. » En fin de séance, je suis essoufflée. Elisabeth, 61 ans, me rassure : « Vous allez voir, moi je suis déjà venue quatre ou cinq fois, ce sport me donne envie de revenir régulièrement. Je sens que j'en ai besoin. Ça me donne le courage de faire une activité. »

MARIA-DOMINIQUE ILLÉS

<http://www.strasbourg.eu/sport/accueil>

# Une bouée en gare

Depuis un mois, le Secours populaire offre aux migrants des cours de français à proximité de la gare. Un îlot de convivialité pour migrants et SDF.

**L**E 12 septembre j'aurai un demi-siècle », ré- pète fièrement Jane à sa professeure dans un français aux accents espagnols. Cette Colombienne, arrivée à Strasbourg il y a quelques mois, s'est levée tôt pour assister au cours de français de Marie-Thérèse Jacquin, bénévole du Secours populaire. La leçon se déroule dans un nouveau local mis à disposition par le Point accueil solidarité (PAS).

Le PAS est né en 1998 de la volonté de la SNCF de mettre un terme aux squats dans la gare. Il s'agissait de rendre le bâtiment plus sûr et d'accompagner les personnes délogées. Avec Metz et Tours, Strasbourg est une des seules villes en France à posséder une telle structure. Financé par la Ville, le conseil général et l'Etat, le PAS se situe dans le hall de la gare, vers la zone de stationnement des taxis.



VALENTINE JOUBIN/CUEJ

Le soir, Jane est hébergée par une amie. La journée, elle va d'une association à l'autre.

« Ici, c'est une famille »

Dans une salle de 40m<sup>2</sup>, Michelle Boehnn, animatrice du lieu et agent SNCF, ainsi que deux travailleurs de l'association Entraide-Le Relais, accueillent en moyenne 30 personnes par jour. En majorité des hommes de 35 à 45 ans, « des migrants, des demandeurs d'asile, des publics qui touchent les minimas sociaux mais aussi des personnes en rupture de droits », détaille Michelle Boehnn. Les visiteurs viennent au PAS sans rendez-vous pour leurs démarches administratives, traduire leur courrier, ou simplement boire un café. Dans la gare, les guichetiers et agents de la SNCF repèrent

les voyageurs sans point de chute et les orientent vers le PAS.

Après consultation des associations du quartier, Michelle Boehnn a jugé opportune la création de cours de français pour ces personnes en errance, à 80% d'origine étrangère. Les ateliers, animés par le Secours populaire depuis le 25 février, ont lieu les jeudis et vendredis matins. Marie-Thérèse Jacquin reçoit en moyenne deux élèves par séance. Une fréquentation encore très irrégulière. « Ce sont des personnes sans hébergement et pour qui il n'est pas facile de venir le matin, surtout si elles n'ont pas dormi la veille », explique-t-elle.

Jane, elle, est une habituée du PAS. Elle y vient plusieurs fois par semaine. En Colombie, Jane était dentiste. Aujourd'hui elle n'a ni travail ni ressources. Le PAS lui permet de payer ses tickets de tramway et ses repas aux Sept Pains, restaurant associatif situé rue de l'Arc-en-Ciel. « Je m'en sors mais ce qui est dur c'est d'être seule. Ici c'est une famille », dit-elle.

**La médiathèque, un refuge**

Dans le quartier, l'adresse du PAS circule grâce au bouche à oreille. Jonut et Marcel sont SDF, ils dorment chaque soir sous une tente, à 500

mètres du PAS. Ces deux Roumains font partie des accros au café du PAS. Pourtant, ils n'ont pas créé de lien particulier avec le personnel de la structure. « Parler, ça ne m'intéresse pas, je préfère faire la sieste au soleil », plaisante Jonut en désignant d'un geste l'étendue d'herbe de la place de la gare.

C'est sur cette place qu'ils passent le plus clair de leur temps, toujours à l'écart de la vingtaine de Roumains qui se regroupe et fait la manche quotidiennement. Il y a cinq mois, la crise économique les a poussés de leur pays jusqu'à Strasbourg. Jonut, la trentaine, était professeur d'arts martiaux, Marcel, la cinquantaine, ouvrier métallurgiste. Ils ont appris le français dans la rue mais aussi en passant des heures à visionner des films à la médiathèque de la rue Kuhn.

Anne Plichota, responsable du secteur adultes de la médiathèque, voit défiler beaucoup de migrants et de SDF. « Ils viennent se connecter à internet, lire la presse ou consulter des encyclopédies. Certains restent toute la journée. » Le personnel de la rue Kuhn ne refuse aucun visiteur. « Notre seule limite concerne le respect du matériel et des locaux. Mais il y a rarement des problèmes », raconte Anne Plichota. Selon la responsable, la médiathèque reste le seul lieu public du quartier où les personnes en errance peuvent encore s'abriter : « Avant, ils se réfugiaient aux Halles, maintenant ils se font jeter. »

En lien direct avec Constanza Marino, éducatrice de l'association Vil.A.je (Village action jeunesse), il lui arrive de donner l'alerte

lorsqu'elle constate que la santé d'un visiteur se dégrade. Constanza Marino ne rentre pas directement en contact avec la personne en détresse mais l'oriente vers les associations du quartier.

Arthur, 25 ans, a fui la Côte d'Ivoire il y a trois jours. Il a quitté son emploi de négociant pour rejoindre un ami marié à une Strasbourgeoise et espère obtenir un statut de réfugié. En attendant, il a posé sa valise au foyer situé rue des Remparts, géré par la Ville.

**350 repas servis par jour**

Située derrière les voies ferrées, calme et boisée, la rue des Remparts a les allures d'une route de campagne. Elle est quotidiennement empruntée par des centaines de personnes sans ressources, qui s'arrêtent pour déjeuner à la Fringale, la cantine des restos du cœur. Les bénévoles servent en moyenne 350 repas au déjeuner. « La fréquentation a augmenté d'environ 10% depuis la fin de la trêve hivernale », indique Michel, bénévole. Le soir, le restaurant est fermé. C'est à la maraude de prendre le relais. Des bénévoles, notamment de Médecins du monde, circulent dans le quartier pour distribuer soupe et café.

Le quartier de la gare devrait abriter d'autres services à destination des personnes en errance. Le PAS cherche un coiffeur bénévole depuis plusieurs semaines et pense également à faire appel à une esthéticienne. Une autre façon de prendre soin de ces personnes dans la précarité.

VALENTINE JOUBIN

Vincent Braun est le seul moto-taxi à Strasbourg. Avec lui, les clients ne connaissent pas les bouchons.

## MOTARD À LOUER

« Avec moi, les gens sont sûrs d'être à l'heure, c'est ma fierté. » Depuis plus de deux ans, Vincent Braun est « loueur de moto avec chauffeur ». Il transporte des clients sur sa « moto-taxi ». Contrairement à Paris, Lyon ou Marseille, ce mode de transport n'est guère développé à Strasbourg. Vincent Braun est même le seul sur ce marché. Passionné de moto depuis l'adolescence, c'est le modèle londonien qui lui a donné l'idée de vivre de sa passion. « Depuis l'âge de 18 ans, je faisais des petits métiers, raconte ce quinquagénaire. Je voulais faire quelque chose qui soit à moi et regroupe mes intérêts : la moto et le contact humain. » « Motostrasbourg » naît en

décembre 2008. Le concept est simple : toute personne peut faire appel\* à Vincent Braun à condition de s'y prendre à l'avance. « A l'inverse des autres taxis, je n'ai pas le droit de stationner devant les aéroports et gares, tout se fait par réservation, explique-t-il. Je demande aussi aux gens de mesurer leur tour de tête pour leur prêter un casque adapté. » Sur la moto-taxi, une 700cm<sup>3</sup>, pas de compteur horokilométrique, les tarifs et le temps de trajet sont fixés à l'avance. « Avec moi, rien n'est aléatoire. Les bouchons n'existent pas. » Ainsi, pour un trajet entre l'aéroport et Strasbourg, Vincent Braun annonce 19 minutes et 18€ « alors qu'un taxi

met entre 25 et 45 minutes selon la circulation et le prix peut varier du simple au double ». Cette « efficacité assurée et revendiquée » lui permet d'attirer surtout des « congressistes, formateurs, commerciaux » qui arrivent à l'aéroport le matin et repartent le soir avec un bagage léger. Quelquefois, ce sont aussi des vedettes. « J'ai transporté Jean-Luc Delarue à l'occasion du Téléthon », se souvient le motard. Localement, Vincent Braun a encore peu de clients. « Je transporte toute la France, sauf les Strasbourgeois », s'amuse-t-il, sans pouvoir se l'expliquer. Après deux ans et demi, il n'arrive toujours pas à vivre de cette unique activité et

doit recourir à l'intérim « surtout l'hiver, lorsque le temps est compliqué pour la moto ». Depuis le 1<sup>er</sup> avril dernier, un décret reconnaît officiellement la profession de moto-taxi et lui donne un cadre plus strict. Il faudra désormais avoir le permis depuis au moins quatre ans, posséder un certificat d'aptitude physique ou encore changer sa moto tous les quatre ans. Rien qui puisse démotiver Vincent Braun. Il propose également des baptêmes moto ou des visites du centre-ville.

MARIA-DOMINIQUE ILLES  
THIBAUT GAGNEPAIN

\* www.motostrasbourg.com ou 06.38.46.77.52

# La communauté mu

*Au-delà de la grande mosquée, symbole de reconnaissance de leur foi, les musulmans consolident leur place. En toute sérénité et discrétion.*

La grande mosquée de Strasbourg ouvrira provisoirement ses portes au mois d'août prochain pour le ramadan. Au rythme actuel des travaux, l'inauguration devrait avoir lieu au début du mois de décembre, treize ans après le dépôt du projet auprès de la Ville. Un symbole pour les 40 000 à 50 000 musulmans que compte la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), selon les estimations du Conseil régional du culte musulman. Ils voient dans cet édifice une reconnaissance de la place qu'ils occupent dans l'agglomération.

La nouvelle mosquée, financée à hauteur de 10% par la Ville, 8% par le conseil général et 8% par le conseil régional, pourra accueillir au moins 2000 personnes, soit 1400 de plus que l'actuelle grande mosquée située impasse du Mai.

### La proximité est une priorité

Les 29 lieux de culte de proximité que compte la CUS ne seront pas délaissés par les fidèles pour autant. Pour les musulmans les plus pratiquants, qui s'y rendent quotidiennement, la proximité est une priorité. C'est le cas de Karim El Khili, 26 ans, qui habite la Meinau et fréquente la salle de prière

de son quartier : « J'essaierai d'aller à la grande mosquée parce que ça fait quand même des années qu'on l'attend, mais je vais continuer de venir ici, c'est plus pratique. »

Les associations de quartier qui gèrent les lieux de culte sont plus que jamais actives. Elles lancent des initiatives de rénovations, de créations et d'extensions qui visent à améliorer le quotidien des pratiquants.

### La reconnaissance par la pierre

Si la volonté de développer des lieux de vie et de culte sur le territoire français est forte, c'est d'abord parce que le temps joue en faveur de l'insertion. « Les primo-arrivants envisageaient un retour dans leur pays d'origine. Ce n'est plus le cas pour les nouvelles générations. L'installation est définitive, indique Franck Fregosi, directeur de recherche au CNRS. La reconnaissance par la pierre, c'est un symbole pour dire : nous appartenons à cette société, nous sommes installés ici, nous prions ici », explique le chercheur.

Alors que la municipalité précédente avait gelé toute initiative concernant les mosquées de proximité, une nouvelle dynamique de discussion semble s'être installée entre la Ville et la

communauté musulmane depuis les élections municipales de 2008. Ainsi, il y a eu ces trois dernières années une augmentation significative du nombre de dépôts de projets.

Grâce à l'intervention de la Ville auprès d'Habitation moderne, un bailleur social, l'association Générations solidaires a inauguré une salle de prière de 150 m<sup>2</sup> le 4 février rue Tite-Live à Koenigshoffen. Dans le même quartier, la vente d'un terrain de 3000 m<sup>2</sup> à destination du Centre culturel turc de Strasbourg a été adoptée par le conseil municipal en décembre 2010. En janvier, celui-ci a également voté à l'unanimité la création de deux mosquées de proximité à la Robertsau et à Hautepierre.

### De nouveaux lieux de cultes

Les deux projets seront subventionnés par la Ville à hauteur de 10%. Les demandes de subventions ont également été déposées auprès du Département et de la Région. Les travaux de la mosquée de la Robertsau, d'un montant global de 846 000 euros, devraient débuter en juillet, sur un terrain de 1000 m<sup>2</sup> octroyé par la mairie. Situé entre l'église protestante et l'église catholique, l'édifice



Située rue de la Plaine des Bouchers, la grande mosquée ouvrira ses portes en d

de 400 m<sup>2</sup> pourra accueillir 350 à 400 fidèles. Il abritera également un centre culturel destiné à l'enseignement de l'arabe et de la religion.

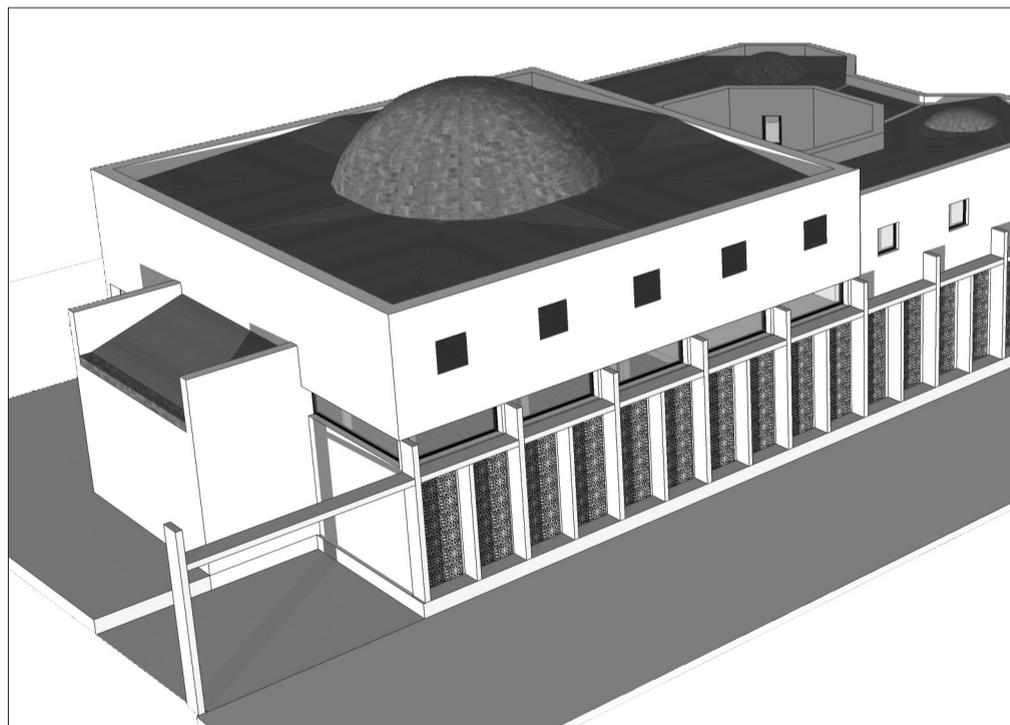
La mosquée de Hautepierre, dont le projet est moins avancé, devrait pouvoir accueillir 600 à 800 fidèles qui se réunissent aujourd'hui

## UNE COMMUNAUTÉ DIFFICILE À CHIFFRER

La loi de 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés stipule qu'« il est interdit de collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou l'appartenance syndicale des personnes, ou qui sont relatives à la santé ou à la vie sexuelle de celles-ci. »

Par ailleurs, il est impossible de déduire de façon certaine la religion d'une personne à partir de sa nationalité. Malgré ces restrictions, les collectivités territoriales et les associations culturelles tentent de cerner les contours de la communauté musulmane. En matière de pratique religieuse, elle est devenue la deuxième plus importante dans la CUS, derrière les catholiques, mais devant les protestants et les israélites.

- 27 000 personnes, soit 10% de la population de Strasbourg, seraient de confession musulmane, selon les estimations de la municipalité.
- 40 000 à 50 000 musulmans résideraient dans la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), soit de 8,5 à 10,5% de la population de l'agglomération.
- 35 personnes ont obtenu un certificat de conversion à l'islam auprès de la grande mosquée de Strasbourg en 2010.



Le plan de la future mosquée de la Robertsau a été dessiné par l'Atelier Oziol-De Micheli. Le début des travaux est

# Musulmane s'affirme



des bâtisses quelconques, ne sont pas facilement perceptibles ».

La demande d'enseignement est elle aussi croissante. L'offre actuelle est variée, mais insuffisante. Les cours d'arabe attirent beaucoup de monde, explique Saliou Faye, éducateur et imam de la mosquée : « Cette année, nous avons dû refuser des demandes, il n'y avait pas assez de bénévoles pour accueillir tout le monde. » 182 élèves sont inscrits, une cinquantaine est actuellement sur liste d'attente.

La quasi-totalité des associations qui gèrent les lieux de culte proposent des cours de langues, des activités culturelles, sportives ainsi que des enseignements de nature religieuse.

C'est le cas de l'école Raoud El Houda située impasse du Mai où, depuis 1996, quelque deux cents élèves, de 3 à 15 ans, suivent des cours d'arabe, d'éducation physique, artistique et religieuse. Pour leurs parents, il est important que les enfants l'apprennent l'arabe et puissent lire le Coran dans la langue de Mahomet.

## Lire le Coran et apprendre l'arabe

La plupart des enfants de moins de 5 ans qui fréquentent l'école ne sont pas inscrits à la maternelle et vont trois fois par semaine à l'école de la mosquée. Il y a quelques années, les parents des enfants déjà scolarisés pouvaient inscrire leurs enfants le mercredi et le samedi. Aujourd'hui, les capacités limitées de l'école ne lui permettent plus de satisfaire cette demande. Chaque enfant ne peut suivre qu'une matinée par semaine.

De son côté, l'association Solidarité culturelle de Koenigshoffen organise le week-end des cours de soutien scolaire pour les enfants de 7 à 14 ans dans l'appartement qui lui sert de local. L'association l'Eveil, qui gère la mosquée de la Meinau, propose des enseignements thématiques : comment faire la prière, comment être un « croyant-citoyen » ou encore qu'est ce que l'euro-citoyenneté.

Saliou Faye a organisé le 3 mars une visite du Parlement européen à Bruxelles, à l'invitation de l'eurodéputée socialiste Catherine Trautmann. Vingt-cinq jeunes de 12 à 19 ans ont suivi à cette occasion des cours sur le rôle et le fonctionnement de l'Union européenne.

travaux terminés en décembre 2011. Son coût est estimé à 8,3 millions d'euros.

dans une cave et dans un supermarché désaffecté.

D'autres projets sont en préparation à l'Elsau, à Koenigshoffen et au Neuhof.

L'association turque Ditib de Schiltigheim souhaite s'implanter à Strasbourg et recherche activement un terrain pour y construire une mosquée. La grande mosquée n'a pas vocation à accueillir tous les musulmans de Strasbourg. « Je ne pense pas qu'il y aura une modification du paysage. De toute façon, le nombre de places restera limité », confirme Saïd Aalla, président de l'association de la Grande mosquée de Strasbourg, à l'initiative du projet.

De plus, les prêches y seront dispensés en arabe et en français. Elle sera donc essentiellement fréquentée par les populations d'origines maghrébines et subsahariennes, tandis que les fidèles d'origine turque qui souhaiteront suivre les prêches dans leur langue devraient continuer à fréquenter leurs mosquées.

La communauté turque de Strasbourg dispose de cinq mosquées, dont Eyyub Sultan, la plus grande d'entre elles. Située à la Meinau,

cette mosquée de 1000 m<sup>2</sup> peut accueillir jusqu'à 2000 personnes pour la prière du vendredi et abrite un restaurant, une épicerie fine, un coiffeur-barbier et une bibliothèque. « Nous avons soutenu le projet de la grande mosquée de Strasbourg, mais les fidèles vont dans un lieu où il peuvent comprendre au mieux le message de l'Islam. C'est une réalité sociologique », relève Mehmet Baloglu, coordinateur de la communauté islamique du Milli Görüs, dont dépend la mosquée Eyyub Sultan.

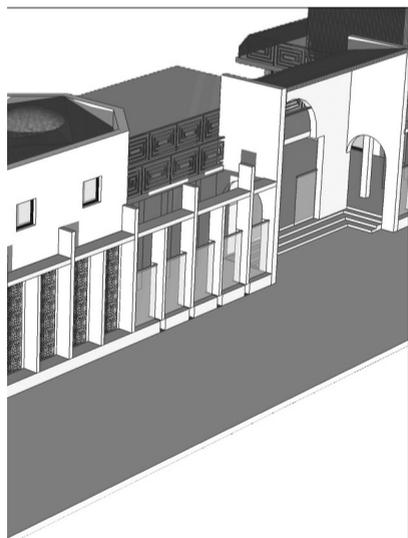
## La mosquée sur les plans de la CTS

L'affirmation croissante de la place des musulmans est également visible sur les plans des transports de la ville. Il y a quatre ans, la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS) a ajouté sur son plan du réseau la grande mosquée située impasse du Mai. Habituelle jusque-là, l'absence

de localisation de lieux de cultes musulmans a soudainement paru anormale lors d'une réunion entre la CTS et son agence de publicité, L2.com.

Une fois ouverte aux fidèles, la grande mosquée de Strasbourg (rue de la plaine des Bouchers) figurera sur le plan de la CTS.

Reste que ces plans mentionnent un grand nombre d'églises alors qu'une seule mosquée est indiquée. La CTS justifie cette disparité par l'ancienneté de l'implantation des églises dans la ville. Elle prétend aussi ne signaler que « les principaux lieux de culte correspondants aux quatre confessions majoritaires : catholique, protestante, juive et musulmane ». En suivant ce raisonnement, il faudrait donc ôter du plan un certain nombre d'églises. A quoi L2.com rétorque que « les églises constituent des repères visibles pour les usagers qui cherchent leur chemin et des lieux touristiques. Les mosquées, souvent situées dans



ATELIER OZOL-DE MICHEL/DR

travaux est annoncé pour juillet.

# Mahomet frappe à la porte de l'école

*Le Conseil régional du culte musulman (CRCM) négocie avec la Région l'instauration d'un enseignement de l'islam dans les lycées.*

**L**A religion musulmane sera-t-elle un jour enseignée dans les écoles publiques alsaciennes ? C'est en tout cas la volonté du conseil régional du culte musulman (CRCM). Son président, Driss Ayachour, a adressé en mars un courrier à Philippe Richert, président du conseil régional et ministre des collectivités territoriales, lui demandant d'engager des discussions sur l'enseignement de l'islam dans les lycées.

Le conseil régional n'est compétent que sur la construction et l'entretien des lycées. L'enseignement et la formation des enseignants sont du ressort national. Mais pour Driss Ayachour, « on peut faire des choses en Alsace qu'on ne peut pas faire ailleurs ». En vertu du concordat de 1801 toujours valable en Alsace-Moselle, l'Eglise et l'Etat n'y sont pas séparés. L'enseignement religieux est obligatoire dans les établissements publics. Le CRCM demande que l'islam en bénéficie au même titre que les autres cultes (catholique, protestant, israélite).

Les associations musulmanes sont unanimes : la demande des parents est forte. « La situation actuelle pose un



**A l'école Raoud El Houda de la mosquée Impasse de Mai, la maîtresse (à gauche) et la directrice Habiba Al-Aabqari enseignent, en langue arabe, des versets du Coran à des élèves de 3 à 6 ans.**

problème d'organisation parce que les enseignements ne sont possibles que les week-ends », déplore Saïd Aalla, président de l'association de la grande mosquée de Strasbourg.

« Chaque année, quand je remplis le formulaire de l'école de mes enfants, je rajoute une case "religion islamique" mais l'école ne l'accepte pas », se plaint Cemalettin Acikoz, père de trois enfants. « Cela permettrait aux jeunes de mieux connaître cette religion et d'en parler en connaissance de cause. Il n'y a pas que des terroristes chez les musul-

mans ! », s'exclame-t-il. Comme lui, beaucoup de parents musulmans s'étonnent de l'absence de cet enseignement à l'école publique. En revanche, la PEEP et la FCPE, les deux principales associations de parents d'élèves, ne font pas état de telles demandes.

Le président de l'espace culturel Averroès de Strasbourg, Abderrahim El Heloui, avoue que l'aboutissement d'une telle initiative le soulagerait. Ses enseignants bénévoles pourraient alors se concentrer sur l'apprentis-

sage du Coran à leurs élèves.

Si les discussions avec la Région aboutissaient, elles pourraient favoriser l'ouverture de débats avec le Rectorat de Strasbourg et le conseil général pour introduire l'enseignement de l'islam dans les écoles primaires et les collèges.

## Former du personnel enseignant

En février 2009, le CRCM a créé une commission chargée de l'enseignement pour étudier la question et élaborer un programme scolaire.

« Si ces démarches n'aboutissaient pas, ce sont les écoles privées qui prendront le relais », s'inquiète Saïd Aalla qui met en garde contre le risque de renforcement du communautarisme. Pour l'heure, il se dit plutôt confiant : « J'ai senti une volonté d'aboutir sur ce sujet ».

Dès 2007, l'ancien président du Conseil régional Adrien Zeller (UMP) avait soutenu l'idée d'un enseignement de l'islam à l'école. Selon Jean-Louis Hoffet, ancien conseiller du président de la Région, « le projet serait bien avancé si M. Zeller n'était pas décédé ». Adrien Zeller envisageait la mise en place de classes pilotes dans des lycées d'Alsace. Il avait engagé des discussions avec le Rectorat au sujet de la formation de professeurs de l'Education nationale qui auraient été chargés de cet enseignement.

Si le CRCM obtenait satisfaction, il faudrait répondre à deux défis : le financement et la formation des enseignants. Saïd Aalla admet qu'il manque de personnes capables d'assurer ces cours. Aujourd'hui, il n'existe pas d'instance habilitée à délivrer de telles qualifications.

## Le commerce au nom d'Allah

*Les supermarchés Pro-Inter commercialisent des produits halal depuis trois décennies. Aujourd'hui, presque la moitié de leurs clients ne sont pas musulmans.*

**D**IX heures, un samedi matin à Pro-Inter dans le quartier de la Meinau. C'est la plus grosse journée de la semaine, les rayons ont été approvisionnés pour les quelque 600 clients attendus. Sur les étals, des marques turques et maghrébines, pour l'essentiel.

Au fond du magasin, le rayon boucherie s'étend sur une quinzaine de mètres. Quatre hommes servent la clientèle, les numéros de passage s'affichent sur deux panneaux lumineux. Numéro 158, c'est au tour de Samir, un jeune algérien installé à Strasbourg depuis six ans. Comme 80% des clients, il vient ici avant tout pour le rayon boucherie : « C'est bien fourni, c'est halal, c'est réputé », résume-t-il. La viande est le point fort de Pro-Inter. L'entreprise en écoule plus de 100 tonnes chaque mois.

Le fondateur, Dursun Asan, 64 ans, a été l'un des premiers à proposer de la viande halal à Strasbourg. « Quand il est arrivé de Turquie en 1974, il était quasiment impossible d'en trouver », raconte Salim, le cadet de ses quatre fils, gérant du magasin de la Meinau. La population musulmane était bien implantée, il a senti qu'il y avait un marché à développer. Il ouvre sa première épicerie en 1983 à Neudorf. Il y commercialise des produits turcs et orientaux, mais surtout de la viande halal, qu'il faut aller chercher jusqu'à Besançon car aucun abattoir alsacien n'en produit à l'époque.

Le marché est porteur. En 1989, la famille laisse l'épicerie et ouvre son premier supermarché à la Montagne-Verte. Dix ans plus tard, elle s'implante à Koenigshoffen. Puis l'élargissement s'accélère avec trois magasins ouverts à

Schiltigheim, la Meinau et à Mutzig, entre 2005 et 2009. L'entreprise, qui emploie aujourd'hui près de 100 salariés, est également devenue grossiste en produits méditerranéens et fournit une cinquantaine de kebabs strasbourgeois en viande halal. Le chiffre d'affaires est passé de 6,8 millions d'euros en 2002 à plus de 20 millions aujourd'hui. Malgré la certification halal par les grandes mosquées, Dursun Asan visite personnellement les fournisseurs, principalement les abattoirs de Sarreguemines, Holtzheim et Haguenau.

## Le boom du halal

Précurseur, Pro-Inter fait partie d'un secteur désormais concurrentiel. D'après Arcan Murat, président de la fédération des commerçants turcs,

les commerces halals sont une centaine à Strasbourg, sans compter les grandes surfaces qui ont aussi leurs rayons.

Les abattoirs alsaciens confirment la tendance. A la Copvial (Coopérative des producteurs de viande d'Alsace), à Holtzheim, les abattages halals ont augmenté de 30% en 2009 pour atteindre 15% de la production. A l'abattoir d'Haguenau, près de la moitié

de la production répond aux préceptes du Coran.

De plus en plus de non musulmans consomment également de la viande halal, car elle est souvent vendue moins chère. Ayvaz Yilmaz, gérant du supermarché halal Pro-Imex à Bischwiller, estime que la proportion entre clients musulmans et non musulmans dans son magasin atteint « presque 50-50 ».



**En 2011, le commerce de la viande halal représente 55% du chiffre d'affaires de Pro-Inter.**

# Un cimetière tourné vers la Mecque

*L'ouverture d'un cimetière musulman doit permettre à la communauté d'achever son intégration dans le respect de ses croyances.*

**E**N juin 2010, le conseil municipal, en présence des présidents du Conseil français du culte musulman et du Conseil régional du culte musulman Alsace, a décidé à l'unanimité la création d'un cimetière musulman public.

D'une superficie de 12 500 m<sup>2</sup>, le nouveau cimetière pourra accueillir 1200 tombes. Et une possibilité d'extension est déjà prévue.

Son aménagement, qui sera réalisé d'ici l'automne, à proximité du cimetière de la Meinau, répond à un besoin pressant. « Cela fait une dizaine d'années que l'on parle de ce cimetière. Il est très attendu par la communauté, surtout que la situation est devenue critique », témoigne Chaib Choukri, président de l'association des aumôniers musulmans. Les sept carrés musulmans de Strasbourg sont en effet arrivés à saturation : il ne reste plus que 93 places vacantes.

Un carré a été inauguré à Lipsheim en février 2009. La même année, le CRCM, le Conseil français du culte musulman et le maire de Stras-

bourg ont signé une convention de gestion sur l'entretien des sépultures qui souligne la nécessité de créer de nouveaux carrés musulmans. Un troisième sera prochainement aménagé à la Robertsau.

La saturation constatée résulte de l'évolution des pratiques funéraires. Selon Chaib Choukri, « à la différence des musulmans de la première génération qui demandaient à se faire enterrer dans leur pays d'origine, ceux des deuxième et troisième générations préfèrent

être mis en terre dans le pays où ils ont vécu : la France ».

Le fait d'être enterré à Strasbourg représenterait également une facilité pour les familles qui portent le deuil. Pragmatique, Karim, jeune Marocain de 26 ans, qui demeure à la Meinau depuis son enfance, a réfléchi à la question : « Le jour où je mourrai, je veux être enterré en France, ne serait-ce que pour mes futurs enfants. Ce sera trop compliqué pour eux s'ils doivent entreprendre un long voyage à chaque

fois qu'ils voudront se recueillir sur ma tombe. » D'autant qu'il faut, selon Chouchan, 49 ans, « compter 3000 euros rien que pour le voyage. »

Le futur cimetière a été pensé pour tenir compte des exigences du culte musulman, que les carrés ne pouvaient satisfaire que partiellement.

Ainsi, outre la salle d'ablutions, l'une des innovations réside dans la construction d'ossuaires. « En accueillant les dépouilles anciennes, que l'Islam interdit de brûler, les os-

suaires doivent permettre à la Ville de redistribuer les tombes abandonnées par les familles », explique Bénédicte Bauer, responsable du département funéraire de la Ville de Strasbourg. Autre changement : les défunts pourront désormais être enterrés parmi les personnes de même confession.

Selon l'Observatoire régional de l'intégration et de la Ville, les musulmans, pour qui le repos éternel de l'âme du mort est entravé par la proximité avec des défunts d'autres religions, revendiquent souvent la séparation entre le carré confessionnel et le reste du cimetière, que ce soit par des arbustes, ou des séparations en dur comme des murets.

Mohammed Benazzouz, président de la Coordination des associations musulmanes de Strasbourg, se réjouit par ailleurs de retrouver « une certaine intimité. Maintenant, on ne risquera plus de gêner les familles de confessions différentes, notamment lors des prières qui se font traditionnellement à voix haute. En fait, avec ce cimetière, c'est une certaine liberté que l'on nous donne. »



Les carrés musulmans de Strasbourg sont saturés, un nouveau cimetière doit bientôt s'ouvrir.

## L'Islam, parent pauvre de l'hôpital

*Dans les centres hospitaliers, les musulmans demandent que leur culte soit reconnu au même titre que ceux des croyants d'autres confessions.*

**A** l'hôpital, la reconnaissance de la confession musulmane semblait en bonne voie. En 1999, l'aumônerie musulmane, soutenue par la Coordination des associations musulmanes de Strasbourg, obtient l'autorisation d'œuvrer au sein des hôpitaux, où elle occupe aujourd'hui deux bureaux, à HautePierre et à l'Hôpital civil. Mais depuis, plus rien ou presque.

« On est invité à la table de la République, mais on n'a pas de couverts », s'indigne l'imam Mohammed Latahy, aumônier à l'hôpital de HautePierre et ex-président de l'Association de la grande mosquée de Strasbourg. Aujourd'hui, avec quatre aumôniers et quatre intervenants ponctuels, tous bénévoles, il devient difficile de répondre aux besoins de la communauté. Visiter les malades, leur apporter le soutien nécessaire, accompagner les personnes en fin de vie : les journées des aumôniers s'avèrent char-

gées, d'autant plus que leur mission ne se résume pas à l'accompagnement spirituel. Il leur arrive de prêter main forte aux assistantes sociales ou de dispenser des cours de religion destinés à mieux former le personnel soignant.

### Suivre une règle de proportionnalité

L'hôpital de HautePierre accueille entre 30 à 50 musulmans chaque jour. « Tout le monde reconnaît l'importance du travail fourni par notre aumônerie, pourtant la direction ne veut toujours pas engager des salariés. » Aujourd'hui, tous les aumôniers musulmans sont des bénévoles. Ils ont un emploi à côté et ne peuvent donc se consacrer exclusivement à l'aumônerie. « Pourquoi l'hôpital ne veut-il pas reconnaître nos droits ? », interroge l'imam.

De fait, à ce jour, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg emploient qua-

tre aumôniers catholiques sur les onze qui y officient, et deux aumôniers protestants (l'un à plein temps, l'autre à mi-temps) sur les six en place. Aucun des quatre aumôniers israélites hospitaliers n'est rémunéré par l'hôpital. Ces derniers n'expriment aucune revendication.

A Marseille, les aumôniers musulmans sont directement rémunérés par les hôpitaux de la ville. Afin de défendre les intérêts des aumôniers musulmans de Strasbourg, le Conseil régional du culte musulman et l'aumônier national musulman, Abdelhaq Nabaoui, se sont tournés vers la direction générale des hôpitaux de Strasbourg. Leur demande reste sans suite pour l'instant. Selon Jean-François Lanot, directeur général adjoint, l'hôpital ne veut pas ignorer les besoins de la communauté musulmane, mais observer une règle de proportionnalité dans la répartition des moyens : « Nous ne sommes pas contre

une redistribution des postes. Dans tous les cas, si l'on veut changer les choses, il faut s'appuyer sur des statistiques. Aujourd'hui, la communauté musulmane a gagné du terrain. Mais sur qui ? Les catholiques ? Les protestants ? Il faut savoir, car nous ne pouvons nous permettre d'augmenter le budget. »

« L'hôpital n'est pas obligé d'embaucher des aumôniers musulmans », analyse Denis Ledogar, aumônier catholique de l'hôpital de Strasbourg. Après, c'est une question de bon sens. L'idéal serait de créer des postes, mais vu les restrictions budgétaires actuelles ce serait à l'Etat de s'en charger », à l'instar de ce qui se passe pour les aumôniers musulmans de la prison de Strasbourg.

### Une salle de prière pour les musulmans

Le directeur fait une réponse identique aux musulmans qui ne se satisfont pas des espaces interconfes-

sionnels mis en place dans les hôpitaux : « On manque déjà de locaux pour soigner les malades, on ne peut pas attribuer une salle de prière à chaque culte. »

« On ne demande pas une mosquée, juste une petite salle », plaide Hamza, 64 ans, qui attend un ami à l'entrée de l'hôpital de HautePierre. Non loin de là, Mohammed, 43 ans, est du même avis : « Un lieu de recueillement s'impose. Mon garçon de 6 ans est à l'hôpital, et ma femme, qui dort avec lui, doit faire ses prières dans la chambre du petit. » Une pratique tolérée, mais fort peu commode.

Inauguré en 2009, le Nouvel hôpital civil (NHC) a tenté de répondre aux besoins des musulmans en leur aménageant une salle de prière au sein de l'établissement. « C'est une bonne nouvelle, même pour le personnel de santé, se réjouit Mounir, 26 ans, ambulancier. On n'a pas forcément le temps de rentrer chez soi ou de se rendre à la mosquée chaque fois que l'on veut prier. »

DOSSIER RÉALISÉ PAR :  
LEYLA DOUP KAÏGAMA,  
BRICE LAMBERT,  
FLORIANE LECLERC,  
CLARA LECOQ REALE,  
ANNE-CLAIRE POIRIER

# Les Hirondelles changent de nid

*La cité HLM de Lingolsheim, se modernise. En 2017, les tours vétustes auront fait place à de nouveaux immeubles à dimension plus humaine.*

**A** Lingolsheim, le quartier des Hirondelles est en pleine métamorphose. Derrière les façades délabrées des sept tours que compte la cité HLM, deux nouveaux immeubles annoncent le renouveau urbanistique de ce quartier de 1400 habitants. Achevés en janvier 2010, ils accueillent des locataires de la tour autrefois située au numéro 7 de la rue des Hirondelles. Démolie en novembre dernier, celle-ci laisse aujourd'hui place aux fondations d'un prochain immeuble.

Construite en 1975, la cité des Hirondelles cumule les difficultés depuis quelques années. Dégradations, délinquance, mais surtout délabrement des tours ont poussé la Ville à engager en 2007 un vaste plan de rénovation en association avec le bailleur social, CUS Habitat.

## Des immeubles à échelle humaine

Construction, relogement, démolition sont les maîtres mots des opérations qui s'étendent au-delà des Hirondelles et dont l'achèvement est prévu pour 2017. Le quartier comptera seulement 380 nouveaux logements qui remplaceront les 630 loge-



A gauche, un nouvel immeuble de 53 logements, à droite, les tours du quartier des Hirondelles, vouées à la démolition.

ments actuels. En revanche, d'autres réalisations sont en projet dans plusieurs secteurs de Lingolsheim.

« On a choisi des immeubles horizontaux, plus simples à gérer et à échelle humaine », décrit André Untersinger, chef du projet de rénovation à la mairie de Lingolsheim. Rues Robert Schuman et du Général de Gaulle, les deux nouveaux immeubles détonnent encore dans le paysage gris de la cité. Construits selon les normes HQE (Haute qualité environnementale), les bâtiments

de quatre étages sont équipés de panneaux photovoltaïques et chauffés grâce à la géothermie. Leurs façades agrémentées de balcons colorés et d'un bardage en bois contrastent avec les tours vétustes aux couleurs bleu et rose délavées par le temps.

« Les immeubles possèdent trois entrées pour ne pas dépasser 20 familles par cage d'escalier. Nous voulons créer du lien social », explique André Untersinger. Lutter contre l'anonymat et favoriser l'appropriation des lieux sont les ambitions de la Ville et de CUS Habitat. Au rez-de-chaussée d'un des bâtiments, un salon de coiffure et une boutique de mode orientale ont ouvert leurs portes en décembre. Avant la fin de l'année, un salon de thé, un magasin de surgelés halal, un laboratoire d'analyses médicales ainsi qu'un bureau de police viendront occuper quatre des six cellules commerciales encore vides.

## Des loyers plus élevés

Relogée au printemps 2010 dans l'immeuble de la rue Robert Schuman, Elisabeth Ritter, 61 ans, a vécu dans un quatre pièces de la tour n°7. « On a le confort maintenant », assure-t-elle en ouvrant fièrement la porte de son nouveau deux pièces. De sa terrasse, elle s'exalte : « Tous les jours, on a une autre vue ! » Pourtant, à l'annonce du projet, elle a vu son monde s'écrouler. Comme la grande majorité des habitants, l'idée de quitter son appartement l'a effrayée. « On était bien ici ; le quartier, il fallait le voir avant », dit-elle, le regard porté sur la cité où elle a emménagé il y a près de trente ans.

A l'époque, le quartier des Hirondelles était encore familial et convivial. « On nous a expliqué qu'ils allaient nous en sortir, on était démoralisés. On ne voulait pas partir, c'est tout juste si on ne manifestait pas ! »

Trois-quarts des locataires des nouveaux immeubles sont d'anciens habitants de la tour n°7. « Nous avons donné la priorité aux habitants concernés par les démolitions, mais avons conscience des limites budgétaires. Les loyers ont augmenté d'un quart à un tiers. Pour éviter qu'une famille ne se mette en danger, son loyer ne doit pas dépasser 33% de son budget », explique André Untersinger. La plupart des habitants relogés ont choisi des appartements plus petits pour compenser la hausse des loyers. Les autres (35%) se sont vus attribuer des logements sociaux plus anciens.

Après 12 ans dans un trois pièces de la tour du n°7 de la rue des Hirondelles, Marie-Christiane Spat, 58 ans, a été relogée dans un deux pièces de la rue du Général De Gaulle. Pour une plus petite superficie, elle paye désormais 50 euros de loyer en plus. « C'est plus petit, mais surtout ils ont augmenté les charges de 20 euros et CUS Habitat ne nous explique pas pourquoi », déplore-t-elle. Contacté, le bailleur n'a pas souhaité communiquer sur cette augmentation des loyers et des charges.

Cette hausse des loyers a créé une rupture au sein de la cité. Siham Faiz a 30 ans. Elle a grandi dans le quartier et vit dans la tour située au numéro 21. « Il y a de nouvelles têtes. Ils avaient dit que les gens d'ici étaient prioritaires, mais ceux qui sont là-bas ne sont pas des gens qui ont des

difficultés sociales, ils ont les moyens ! », lance-t-elle en désignant les nouveaux immeubles séparés du reste de la cité par un grillage d'enceinte.

« Du coup, le quartier a été coupé en deux, on est un peu à part maintenant », admet Mme Schott, 55 ans, qui vit depuis le printemps rue du Général De Gaulle. Ancienne habitante de la tour n°7, arrivée aux Hirondelles en 1984, elle a vu le quartier se dégrader. « Vers la fin, c'était affreux, il y avait beaucoup de délinquance : ils ont brûlé le 7 plusieurs fois. Ici, c'est calme, la qualité de vie est meilleure, mais les dégradations continuent. C'est un éternel recommencement », explique-t-elle.

## « On était du ghetto »

Si le passage de l'ancienne cité vers la nouvelle semble s'ancrer dans les esprits, les problèmes sont toujours les mêmes. « C'est plus tranquille, mais il y a déjà quelques dégradations, des rayures sur les murs et de l'urine dans les cages d'escaliers. Ça reste un quartier défavorisé », raconte Arsène Kayser, 65 ans, relogé rue Robert Schuman.

Pourtant, depuis les débuts de la rénovation du quartier, de nouveaux rapports se sont créés avec « les gens des maisons », les habitants du quartier résidentiel qui jouxte la cité. « Ils avaient peur de la mixité. En fait, maintenant tout le monde se parle », explique Irène Péchin, 64 ans. « On était du ghetto ! Je ne disais jamais que j'habitais aux Hirondelles. Maintenant, j'en suis fière ! » Sans changer de quartier, ces habitants ont changé d'adresse.

MARION KREMP

## SUR LE WEB

### L'e-bible du Racing

« La communauté du Racing Club de Strasbourg vous fait vivre sa passion au jour le jour. » Bien loin du peu actif site officiel du club de football, [www.racingstub.com](http://www.racingstub.com) est devenu depuis quelques années le site de référence pour les supporters bleu et blanc. Retrouver la fiche d'un joueur passé par le Racing dans les années 1930 ou qui y joue actuellement, voir l'évolution du logo et des maillots à travers le temps, s'informer des derniers échos ou débattre des performances du club, tout cela est possible sur [racingstub.com](http://racingstub.com). Histoire, actualité, photos, statistiques et un forum où plus de 10 000 messages sont postés par an en constituent les principales rubriques. Là où les sites de supporters se limitent traditionnellement à de l'actualité et un forum, [racingstub](http://racingstub.com) se caractérise par son exhaustivité et demeure un cas quasi unique en France. En somme, un vrai travail de professionnels réalisé... par des amateurs. Créé, en décembre 2003, deux fidèles supporters du Racing, connus sous les pseudos de Chris et Marc, le site est aujourd'hui géré par une équipe d'une vingtaine de personnes, appelée les « équipiers ». Tous bénévoles, ils sont chargés d'entretenir l'impressionnante base de données, prendre des photos, modérer les discussions des 6320 membres inscrits à ce jour ou encore réaliser des articles, interviews, reportages. « Tous ceux qui vont à la Meinau sont sur le site », s'amuse Chris. Avec entre 7000 et 8000 visiteurs par jour, le site est aujourd'hui le principal lieu de rendez-vous des supporters strasbourgeois. Avant le stade.

THIBAUT GAGNEPAIN

# Attention, voisins vigilants

Depuis l'automne dernier, un quartier de Souffelweyersheim accueille l'opération Voisins vigilants. Rassurant pour les habitants, son bilan en matière de sécurité reste à faire.

Le quartier du Hameau de Souffelweyersheim ressemble à une zone résidentielle pavillonnaire comme il en existe bien d'autres. A quelques différences près.

Sur la route de Brumath, les rues des Alouettes, des Rossignols et Robert-Beltz, sont installés depuis septembre une quinzaine de panneaux peu communs. Un œil bleu grand ouvert sur fond jaune en guise d'illustration et les mots « Protection Voisins vigilants, en liaison immédiate avec la gendarmerie et la police municipale » visibles de tous.

Après une phase de réflexion d'environ un an, l'opération Voisins vigilants a été lancée dans ce quartier d'environ 500 foyers à l'automne 2010. Un quartier qui n'a pas été choisi au hasard.

## Un quartier propice aux cambriolages

« Cela répondait à une étude d'urbanisme et à un diagnostic de sécurité, explique le lieutenant Aurélien Baud, ancien commandant de la brigade de gendarmerie de Mundolsheim et principal instigateur de l'opération. Nous avons remarqué que cette zone était marquée par de nombreux flux pendulaires. Les gens partent la journée travailler et ne reviennent que le soir, ce qui fait de leurs résidences des lieux vulnérables aux infractions en journée. »

Les cambriolages persistaient ainsi depuis quelques années avec toujours le même mode opératoire : un bris de la porte-fenêtre à l'arrière de la maison qui est souvent à l'abri des regards et une intrusion qui ne dure pas plus de trois minutes. Dans ce quadrilatère délimité par quatre axes passants, la fuite était ensuite facile.

« Certains riverains s'organisaient entre eux pour surveiller, mais rien de global », précise le lieutenant aujourd'hui en poste au cabinet du directeur général de la



Le quartier du Hameau de Souffelweyersheim est, depuis l'automne dernier, le premier d'Alsace à accueillir l'opération Voisins vigilants et ses étranges panneaux.

gendarmerie nationale. Inspirée par les expériences anglo-saxonnes Neighbourhood Watch, l'idée des Voisins vigilants, déjà développée dans le sud de la France, a été proposée par la gendarmerie de Mundolsheim lors d'une réunion publique organisée en novembre 2009.

## Observateurs, pas gendarmes

« Au début, il y avait bien quelques réfractaires mais la réunion a été bien menée et ils ont changé d'avis », raconte Paul Tedeschi, adjoint au maire en charge de la sécurité et de l'urbanisme. Certains demeurent sceptiques. « Ça part d'un bon sentiment, mais ça ne sert à rien », s'emporte Alain Pieru, un habitant du Hameau qui a, selon ses dires, « déjà subi une dizaine de tentatives de cambriolages ». « Lorsqu'on a été visité, c'était

la nuit. Je ne vois donc pas trop ce que pourrait changer un panneau ou un voisin vigilant », reprend Sophie Wuscher, habitante d'un quartier voisin. Françoise Diochet, pourtant « voisine vigilante », reconnaît également que le dispositif « peut gêner les plus jeunes, ils peuvent se sentir flingués ».

Toujours est-il qu'une soixantaine de foyers sur 500 se sont portés volontaires pour participer au dispositif, en tant que Voisins vigilants ou bien référents. Au nombre de dix, ces derniers sont chargés de faire le lien entre forces de l'ordre et citoyens. Ils se réunissent entre eux plusieurs fois par an. « Les référents sont tout simplement plus disponibles que les autres. Ce sont souvent des retraités ou des mères au foyer avec qui on essaie d'avoir des contacts réguliers », détaille le lieutenant Baud.

Dans tous les cas, « personne n'a été contraint de s'inscrire », signale le brigadier Jean-Marc Graeffly, de la police municipale de Souffelweyersheim. Les référents ont juste dû s'engager, dans une convention, « à devenir l'interface entre les voisins et les gendarmes et non pas à se substituer à ces derniers ».

En aucun cas, les référents n'ont le droit d'intervention. « Ils ne réalisent que des constatations visuelles », clarifie la gendarme Caro-

line Bouchard qui a épaulé le lieutenant dans la mise en place de l'opération. « C'est tout sauf un mec sur un mitrailleur avec une mitraillette », confirme le brigadier.

## Des résultats mitigés

De par leur présence au quotidien, les citoyens jouent ainsi un rôle préventif et facilitent le travail policier. « Si les gens remarquent une plaque d'immatriculation suspecte, ils en parlent d'abord aux référents, poursuit la gendarme. Au lieu d'appeler systématiquement, ils se concertent d'avantage et cela nous oriente ou nous permet de procéder à des recoupements avec nos propres constatations. Évidemment, s'ils assistent à un cambriolage, ils ne passent pas par leur référent ! »

Le lieutenant Baud assure que le dispositif porte ses fruits avec « plus de cambriolages mis en fuite et davantage d'interpellations en flagrant délit », sans toutefois pouvoir appuyer ses impressions sur des statistiques précises. Du côté de la police municipale, même son de cloche. Le brigadier estime qu'il y a « beaucoup moins de cambriolages » mais a tout aussi peu de chiffres à fournir.

Cette opération a également permis un rapprochement entre citoyens et forces de l'ordre. « Pour les gens,

c'est autre chose que de voir une patrouille de temps en temps, ça nous permet d'établir des relations de confiance dans la durée », commente le lieutenant Baud. « Il y a une meilleure communication entre forces de l'ordre et habitants », corrobore un référent qui a préféré garder l'anonymat.

Entre voisins, les relations n'ont pas vraiment évolué, l'opération ne faisant qu'officialiser une pratique déjà courante. « On a toujours été très soudés avec nos voisins, explique Muriel Metzger, une habitante du quartier. Lorsqu'un de nous part en vacances, on se laisse nos clés. » « On se prévient depuis 30 ans avec mes voisins, donc ça ne change pas grand chose pour nous d'être référent », confirme Jean-Charles Wolff.

Une opération qui incite à la délation ? Peu y croient. « Quand vous avez des voisins voyeurs, ils le restent. Ils n'ont pas besoin d'une opération pour ça », s'amuse Muriel Metzger. « Ce n'est pas de la délation, c'est plutôt de l'esprit civique. L'entraide existait entre voisins et ça ne peut que la faire grandir », reprend Paul Tedeschi qui se dit « fier que la mairie ait été le partenaire de la gendarmerie ». « L'opération devrait s'appeler Voisins à l'écoute, ce serait bien plus approprié », conclut Jean-Marc Graeffly.

THIBAUT GAGNEPAIN

## LES VOISINS VIGILANTS EN QUÊTE DE CADRE JURIDIQUE

Dans une circulaire du 17 juillet 2010, le ministère de l'Intérieur a suspendu les futures opérations Voisins vigilants. Toutes celles mises en place avant cette date se poursuivent, comme c'est le cas à Souffelweyersheim. Le gouvernement et le Parlement « réfléchissent à trouver un cadre juridique pour les référents, pour les protéger davantage », explique le lieutenant Aurélien Baud. Par ailleurs, la dénomination devrait prochainement évoluer. Voisins vigilants pourrait laisser la place à Solidarité citoyenne.

# Il cicatrise le Port du Rhin

Après l'incendie de sa pharmacie en avril 2009 lors des manifestations contre l'Otan, Isidore Rubinstein a mené une tenace « stratégie de reconstruction ».

**D**EUX jours après l'incendie, il était déjà au travail », se souvient une habitante du quartier. Isidore Rubinstein, l'unique pharmacien du quartier du Port du Rhin est un battant. C'est ainsi que les habitants le décrivent. Debout derrière son comptoir, Isidore Rubinstein, 55 ans, cheveux gris, sourire rassurant et regard sérieux, conseille une cliente.

Il prend le temps de l'écouter, de lui trouver un médicament pour la soulager. Ravie, elle le remercie : « Vous êtes toujours si gentil. » Modestement, le pharmacien dit qu'il fait simplement son travail.

Isidore Rubinstein, marié, père de quatre enfants et grand-père depuis trois mois, a vu s'effondrer, il y a deux ans, un travail d'une quinzaine d'années.

## Reconstruire en deux ans

Samedi 4 avril 2009, le jour de la Saint-Isidore, Strasbourg. En marge du sommet de l'Otan, une contre-manifestation est attendue.

Elle doit passer près de sa pharmacie. Isidore Rubinstein décide de fermer son officine par mesure de précaution. C'est donc de chez lui, au centre-ville, qu'il apprend fortuitement d'un CRS qu'une pharmacie est en feu au Port du Rhin.

C'est la sienne, pas de doute possible. Il se rend sur les lieux. « On avait l'impression qu'une énorme catastrophe venait de se produire. Les gens étaient choqués, ils pleuraient, il y avait de la fumée partout. »

Mais Isidore Rubinstein ne s'apitoie pas sur son sort. Lorsque le maire Roland Ries (PS) vient à lui le soir même, le pharmacien lui dit : « Si j'ai de l'aide, en deux mois tout peut être fait. »

Le lendemain, lorsqu'il retrouve son équipe de neuf personnes, en larmes, il leur lance : « Le meilleur moyen de combattre les forces du mal, c'est de reconstruire. »

Il leur donne rendez-vous le lundi matin, deux jours seulement après le drame, au restaurant Zahra du Port du Rhin. Dans ce QG, ils établiront leur « stratégie de reconstruction ».

Aicha Laaroussi, la serveuse du restaurant, le voit encore travailler avec son équipe, plongé dans des dossiers et en discus-



Depuis 15 ans, Isidore Rubinstein est à l'écoute de son quartier et soulage les douleurs des habitants.

sion avec des architectes : « Isidore, il s'entête. Il a tout fait pour se battre, il n'a pas lâché l'affaire. » Reconnaisants de ses efforts, les habitants ont confectionné une pancarte sur laquelle était inscrit : « Isidore, le Port du Rhin t'adore. » Ils l'ont brandie lors de la marche contre la violence du 8 avril 2009.

## « Son univers : sa pharmacie »

Pour la reconstruction de la pharmacie, « il était notre porte-parole à tous, explique Aicha Laaroussi. Nous, pauvres habitants, on ne nous aurait pas écoutés, mais lui, il connaissait du monde, il pouvait se faire entendre. J'ai l'impression qu'il s'est battu pour le quartier. Il aurait très bien pu chercher un autre poste ailleurs, mais il ne l'a pas fait : il savait que les personnes âgées avaient besoin d'une pharmacie proche. »

Trois mois après, le 2 juillet, la pharmacie rouvre ses portes, sur un autre terrain, dans des locaux provisoires en préfabriqué. Elle devrait être relogée définitivement en 2012 dans le futur pôle de santé.

A demi-mots, Isidore Rubinstein avoue que cet-

te pancarte l'a reconforté. Mais, ajoute-t-il, « je n'ai rien fait pour mériter cela. Je pense que la pharmacie a simplement joué son rôle. » L'action est son leitmotiv. « Ce qu'on fait, on le fait, point. Mais en parler ne sert à rien. »

Le pharmacien est discret. Cela fait plus de 15 ans qu'il tient la pharmacie, un des rares commerces du quartier. Pourtant il n'a pas lié de relations fortes avec les habitants qu'il côtoie tous les jours.

Des riverains expliquent qu'ils ne le voient jamais en dehors de son officine. Il confirme : « J'ai appris à aimer le quartier, mais mon lieu favori, c'est ma pharmacie. »

Pour autant, Isidore Rubinstein est toujours prêt à donner des conseils : « On est dans un petit village ici. Alors, quand les gens ont des soucis, on les aide. Des parents m'ont demandé ce qu'ils peuvent faire avec leur enfant en échec scolaire. Pour un quartier de 1600 personnes, touchés par des actes de violences, dégradations de commerces et agressions verbales, on est peut-être une dizaine d'acteurs sociaux et de santé pouvant servir de régulateur. »

Après des études de sciences appliquées à la fa-

culté de Strasbourg, il a été pharmacien assistant, puis a travaillé dans l'industrie pharmaceutique à Paris. C'est en 1995 qu'il reprend la pharmacie du Port du Rhin avec son associé de l'époque : « C'était une opportunité pour de jeunes pharmaciens. Il était plus facile de s'installer dans ce quartier plutôt qu'au centre-ville car c'était plus abordable. »

Isidore Rubinstein passe entre 12 et 13 heures par jour dans son officine. Là, il prend le temps de discuter des médicaments, des soins, d'homéopathie et surtout des plantes : « On est à la source du médicament. C'est fabuleux ! Il faut connaître le monde minéral, végétal, animal. » Anne Turck, la directrice de l'école du Port du Rhin, confirme : « Il s'est présenté plusieurs fois à l'école pour nous soumettre des projets, toujours en rapport avec les plantes. »

## Sortir de l'isolement

Il y a une dizaine d'années, Isidore Rubinstein avait participé à l'aménagement d'un jardin de plantes médicinales avec les élèves dans le but de leur en expliquer les vertus.

Depuis, ce jardin a été déplacé au jardin des Deux Rives. « C'est quelqu'un de passionné et de passionnant. Je suis parti travailler ailleurs il y a quelques années mais, finalement, j'ai préféré revenir », assure Laurent Simon, un des pharmaciens de l'équipe.

La réputation d'Isidore Rubinstein dépasse le cadre du quartier. En mars 2010, il a reçu le trophée des enseignes en pharmacie pour la qualité du conseil, notamment pour les soins de support en cancérologie destinés à « soulager les effets secondaires des thérapies classiques, comme la chimiothérapie et la radiothérapie ».

C'est d'ailleurs le sujet de deux ouvrages qu'il est en train d'écrire avec ses collaborateurs. « Le quartier est en voie de reconstruction, il y a des opportunités de développement économique », prévoit Isidore Rubinstein.

Avec l'arrivée du tram en 2014 et la construction de logements neufs, le pharmacien espère que le quartier va sortir de son isolement et attirer de nouveaux habitants et donc des clients. Sa pharmacie va bientôt retrouver son emplacement stratégique, visible de l'avenue de l'Europe.

MARJORIE LENHARDT

**VIVA CITÉ**  
CENTRE UNIVERSITAIRE  
D'ENSEIGNEMENT DU  
JOURNALISME -  
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG  
11, RUE DU MARÉCHAL JUIN  
CS 10068 - 67046 STRASBOURG  
CEDEX  
TEL. : 03 68 85 83 00  
FAX. : 03 68 85 85 74  
E-MAIL :  
scola@cuej.unistra.fr  
WEB :  
http://cuej.unistra.fr  
http://viva-web.blogspot.com  
DIRECTRICE DE PUBLICATION :  
NICOLE GAUTHIER.  
ENCADREMENT :  
THOMAS CALINON,  
CATHERINE DAUDENHAN,  
ALAIN PETER,  
FRED VAIRETTY.  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Clara Lecocq Reale  
RESPONSABLE PHOTOS :  
Marion Kremp  
RESPONSABLE MULTIMÉDIA :  
Arthur de Laborde Noguez  
PHOTO DE UNE :  
Brice Lambert  
RÉALISATION :  
Renaud Février,  
Leyla Doup Kaïgama,  
Thibaut Gagnepain,  
Maria-Dominique Illés,  
Céline Jankowiak,  
Valentine Joubin,  
Marion Kremp,  
Arthur de Laborde Noguez,  
Brice Lambert,  
Floriane Leclerc,  
Clara Lecocq Reale,  
Marjorie Lenhardt,  
Marion Lippmann,  
Anne-Claire Poirier  
SUPPLÉMENT NEWS D'ILL,  
numéro ISSN  
0996-9624  
IMPRESSION :  
Valblor, Illkirch